CONVENTION NATIONALE.

OPINION

DE VERGNIAUD,

DÉPUTÉ DE LA GIRONDE;

Sur le Jugement de LOUIS XVI.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION. (1)

CITOYENS,

DANS une queſtion auſſi importante par ſes relations intimes avec la tranquillité publique & la gloire nationale, il importe de ne pas prendre ſes paſſions pour des principes, ou les mouvemens de ſon ame pour des meſures de ſureté générale, permettez que, pour parvenir à un réſultat digne de vous, je vous préſente quelques idées ſur la ſouveraineté du peuple : j'y tiens, parce que je les crois vraies. Qu'on me démontre,

(1) Priſe malgré la rapidité du débit, et imprimée d'après les procédés logotachigraphiques du citoyen Guiraud.

non par des menaces ou des calomnies, qui ne sont propres qu'à confirmer un homme libre dans son opinion, mais par des raisonnemens solides, qu'elles sont fausses, & je suis prêt à les abandonner.

Qu'est-ce que la souveraineté du peuple, dont on parle sans cesse, à laquelle j'aime à penser que l'on ne veut pas rendre un hommage dérisoire; à laquelle je suis sûr, du-moins, que la Convention nationale rendra un hommage sincère?

C'est le pouvoir de faire les lois, les règlemens, en un mot, tous les actes qui intéressent la félicité du corps sociale. Le peuple exerce ce pouvoir, ou par lui-même, ou par des représentans. Dans ce dernier cas, & c'est le nôtre, les décisions des représentans du peuple sont exécutées comme lois : mais pourquoi? Parce qu'elles sont présumées être l'expression de la volonté générale. De cette présomption seule dérive leur force; de cette présomption seule dérive le caractère qui les fait respecter.

D'où il résulte que le peuple conserve, comme un droit inhérent à sa souveraineté, celui d'approuver ou d'improuver; d'où il résulte que si la volonté présumée ne se trouve pas conforme à la volonté générale, le peuple conserve, comme un droit inhérent à sa souveraineté, celui de manifester son vœu; & qu'à l'instant où cette manifestation a lieu, doit disparoître la volonté présumée, c'est-à-dire, la décision de la représentation nationale. Ravir ce droit au peuple, ce seroit le dépouiller de la souveraineté, ce seroit la transférer, par une usurpation criminelle, sur la tête des représentans qu'il auroit choisis; ce seroit transformer ses représentans en rois ou en tyrans.

Votre conduite a été conforme à ces principes. Seulement, vous avez distingué entre l'acte constitutionnel & les actes purement législatifs, réglementaires ou de sûreté générale. L'acte constitutionnel étant la base de l'organisation sociale, le pacte qui unit les citoyens entre eux, vous avez pensé, avec raison, qu'il devoit être soumis à l'acceptation formelle de tous les membres du corps social. Quant aux actes purement législatifs ou réglementaires, comme ils sont nécessairement très-multipliés, qu'ils varient suivant les lieux, les temps, les circonstances; comme il seroit contraire à la nature du gouvernement représentatif de les soumettre à la délibération du peuple, qui ne choisit des représentans, que parce que la trop vaste étendue de son territoire, ou d'autres causes ne lui per-

mettent pas d'exercer la souveraineté par lui-même, vous avez aussi pensé, avec raison, que c'étoit assez pour eux d'une ratification tacite, c'est-à-dire qu'il suffisoit, pour les faire exécuter, qu'il n'y eût pas de réclamation du peuple, auquel reste, dans tous les temps, le droit de manifester son vœu. Je réduits ces diverses propositions à une seule. Tout acte émané des représentans du peuple, est un acte de tyrannie; une usurpation de la souveraineté, s'il n'est pas soumis, ou à la ratification formelle, ou à la ratification tacite du peuple : donc le jugement que vous rendrez sur Louis doit être soumis a l'une de ces deux ratifications.

Diroit-on que, même après son exécution, votre jugement seroit soumis à la ratification tacite; ce seroit-là outrager le peuple avec la plus haute impudence : il n'y a de ratification tacite, le silence ne peut être regardé comme une approbation, que lorsque celui qui se tait, a la faculté de se faire entendre avec quelque fruit. Or, il est évident que si votre jugement étoit exécuté; le peuple n'auroit à présenter que des réclamations stériles & purement illusoires.

On a voulu vous assimiler aux tribunaux ordinaires; & de ce que les jugemens de ceux-ci s'exécutent sans aucune sanction du peuple, on a conclu qu'il n'étoit pas dans les principes de la demander pour les vôtres.

Quelle dissemblance ! & comment, de bonne foi, a-t-on pu produire une semblable objection?

Les juges des tribunaux sont, il est vrai; ces mandataires du peuple; mais leur mandat n'a aucun caractère de représentation. Ils n'ont point de volonté individuelle à exprimer; ils ne sont que les organes d'une volonté générale déja exprimée par la loi.; ils ne font qu'appliquer cette loi; c'est par elle que le peuple sanctionne d'avance leurs jugemens.

Vous, citoyens, vous êtes tout-a-la-fois & mandataires du peuple, & ses représentans; votre vœu particulier est toujours présumé l'expression du vœu général, quoique non encore manifesté; & c'est précisément cette présomption qui, en faisant sa force, le soumet à la nécessité d'une ratification formelle ou tacite. C'est comme représentans du peuple que vous vous êtes déclarés juges de Louis; c'est comme représentans du peuple que vous avez réuni sur votre tête les fonctions de juré d'accusation, de juré de jugement, de législateurs pour déterminer les formes du jugement, & de juges pour appliquer la peine dans le jugement. Cette cumulation de pouvoirs étoit

légitime, dit-on, parce que ceux que vous avez reçus du peuple ſont ſans borne. A cet égard, j'obſerve que, quelqu'étendus que ſoient vos pouvoirs, ils finiſſent, par leur nature, là où commence le deſpotiſme. Cette cumulation de pouvoirs étoit légitime : ſoit ; néanmoins, elle eſt ſi effrayante ; elle eſt une telle monſtruoſité dans l'ordre politique : ſi jamais elle ſe reproduiſoit (& avec la maxime que vos pouvoirs ſont ſans bornes, qui empêchera qu'elle ne ſe reproduiſe)? si elle ſe reproduiſoit, elle nous conduiroit avec tant de rapidité à la tyrannie, que je ne crains pas de le dire, pendant la durée de votre ſeſſion il n'émanera pas de vous un ſeul acte qui, pour être légitimé, ait un auſſi grand beſoin de la ratification du peuple.

S'il étoit néceſſaire de conſidérations pour aſſurer le triomphe de vérités auſſi évidentes, il en eſt une bien puiſſante que je pourrois invoquer. Lorſque Louis accepta la conſtitution, le peuple lui dit : des miniſtres répondront de tes actions ; toi, tu ſeras inviolable. Je n'entends point dégrader ma raiſon, en me rendant l'apologiſte du dogme abſurde de l'inviolabilité. L'inviolabilité, telle qu'il faudroit la ſuppoſer pour aſſurer l'impunité à Louis, l'inviolabilité pleine & entière, qui couvriroit tous les crimes des rois, ſeroit une ſouſtraction de l'individu appelé roi à la ſouveraineté nationale, &, de la part du peuple, une renonciation à ſa ſouveraineté en faveur du même individu. Or, cette ſouſtraction, cette renonciation réprouvées par la nature, ne ſauroient être légitimées par aucun décret, par aucune loi. Ce principe long-temps étouffé ſous la maſſe de nos préjugés, eſt aujourd'hui univerſellement reconnu ; & le conteſter, ce ſeroit nier l'exiſtence de la lumière : cependant s'il eſt vrai que Louis ne peut ſe prévaloir de l'inviolabilité qui lui a été promiſe, contre le peuple qu'il a trahi, il n'eſt pas moins certain que le peuple ſeul peut punir Louis ſans avoir égard à l'inviolabilité dont lui-même l'avoit inveſti : je m'explique ; ce ne fut pas ſeulement l'aſſemblée des repréſentans du peuple qui promit l'inviolabilité à Louis, ce fut le peuple lui-même, ce furent tous les citoyens individuellement, par le ſerment individuel qu'ils prêtèrent de maintenir la conſtitution. Aujourd'hui, vous pouvez déclarer comme un principe d'éternelle vérité, que la promeſſe d'inviolabilité faite à Louis par le peuple, ne fut point obligatoire pour le peuple ; mais au peuple ſeul il appartient de déclarer qu'il ne veut pas tenir ſa promeſſe. Vous pouvez déclarer comme un principe d'éternelle vérité, que le peuple ne put

jamais renoncer valablement au droit de punir un oppreſſeur; mais au peuple ſeul il appartient de déclarer qu'il veut uſer d'un droit terrible auquel il avoit renoncé. Vous n'êtes pas dans une hypothèſe ordinaire ici; le vœu de la volonté générale s'eſt manifeſté, elle s'eſt déclarée pour l'inviolabilité. Exprimez un vœu contraire, ſi le ſalut public vous ſemble le commander: mais n'entreprenez de ſubſtituer ce vœu particulier à la volonté générale déja connue, que lorſque celle-ci aura donné ſon aſſentiment: autrement vous uſurpez la ſouveraineté; vous vous rendez coupable d'un des crimes dont vous voulez punir Louis.

On a prétendu qu'il y auroit des difficultés inſurmontables à faire délibérer les aſſemblées primaires; que ce feroit arracher les laboureurs à leurs charrues, les ouvriers à leurs ateliers; que ce feroit fatiguer les citoyens, épuiſer leurs forces en diſſertations ſur des formalités du barreau, des ſubtilités de chicanne. On a ajouté que les puiſſances étrangères, mettant à profit ce grand épuiſement de nos forces, & le temps que nous emploirions à de miſérables diſcuſſions, envahiroient une ſeconde fois notre territoire; & que ſi les vrais amis de la liberté ſe réuniſſoient pour les repouſſer, ils auroient la douleur, en combattant pour la patrie, de redouter pour elle la réſurrection de la tyrannie.

Je l'avouerai; dans cette déclamation extrêmement attendriſſante, j'ai vu une grande prétention à la ſenſibilité; j'y cherche encore une raiſon qui puiſſe me déterminer. Où ſont, en effet, ces grandes difficultés? Propoſe-t-on de renvoyer aux aſſemblées primaires le mémoire de Louis, les pièces produites contre lui, & le jugement de la convention, & de ſoumettre le tout à leur examen de la même manière que le jugement d'un ſénéchal étoit ſoumis à l'examen d'un parlement. Oh! vraiment, ce feroit une abſurdité politique: préciſons nos idées, & faiſons enſorte de nous entendre. Nous avons deux devoirs à remplir: le premier, de donner au peuple un moyen d'exprimer ſon vœu ſur un acte important de la repréſentation nationale; le ſecond, de lui indiquer un mode ſimple & qui n'entraîne aucun inconvénient: de quoi s'agit-il donc? Le voici. Ou nous raiſonnons dans l'hypothèſe de l'opinion de Salle, ou dans celle d'un jugement rendu que vous enverriez à la ratification.

Au premier cas, vous aurez prononcé ſur la queſtion de fait; ſur celle de ſavoir ſi Louis eſt ou n'eſt pas coupable. De quoi auront à s'occuper les aſſemblées primaires? de l'application de

la peine dans l'hypothèſe d'un jugement rendu : ce jugement ſuppoſe auſſi la queſtion de fait décidée. De quoi auront encore à s'occuper les aſſemblées primaires ? de la confirmation ou du changement de la peine prononcée par le jugement. Dans les deux cas, il n'eſt queſtion pour elles que de délibérer ſur le choix de la peine à infliger à Louis. Et comment feront-elles ce choix ? Rien n'eſt plus ſimple. Vous indiquerez un jour où elles ſe réuniront ; vous indiquerez un mode de ſcrutin : chaque citoyen exprimera ſon vœu qu'il jetera dans l'urne, & chaque aſſemblée primaire fera le dépouillement de ſes ſcrutins.

Peut-être on objectera que ſi les citoyens votent par ſcrutin & ſans diſcuſſion, il leur ſera impoſſible de choiſir le genre de peine que la politique déſigne comme le plus utile dans les circonſtances actuelles. Je réponds que les conſidérations que l'on voudroit puiſer dans l'ordre politique pour ou contre le jugement de Louis, n'ont de forces que par les doutes qui s'élèvent ſur la volonté générale. L'incertitude ſur la conformité du vœu du peuple avec celui de la Convention pourroit ſeule réveiller les projets des agitateurs, ou fournir aux puiſſances étrangères des moyens d'attaquer la Convention, & de préparer, avec la ruine de la repréſentation nationale, celle de la liberté. Que cette incertitude diſparoiſſe ; que le vœu de la nation entière, tel qu'il puiſſe être, ſe prononce fortement, & les craintes s'évanouiſſent avec les prétextes des troubles,

On a dit que nous n'avions pas le droit de reſtreindre dans les aſſemblées primaires l'exercice de la ſouveraineté ; qu'une fois convoquées pour délibérer ſur la peine à infliger à Louis, elles pourront, ſi elles veulent, entrer dans l'examen de tous les détails du procès : mais ſi telle étoit la volonté du peuple, qu'auroit-il beſoin d'attendre votre décret ? Vos pouvoirs dépendant de lui, ſa ſouveraineté eſt indépendante de vous. Les aſſemblées primaires ne délibéreront que ſur l'objet que vous leur aurez ſoumis ; une puiſſance irréſiſtible les retiendra dans le cercle que vous aurez tracé. C'eſt la même qui, après le décret de l'aſſemblée légiſlative, portant convocation de la Convention nationale les détermina à ſuivre ſcrupuleuſement, ſoit ſur le mode d'élection, ſoit ſur le nombre des députés, toutes les règles indiquées par le décret. C'eſt la même qui les déterminera à ſuivre, lorſqu'il ſera queſtion d'accepter ou de refuſer la nouvelle conſtitution, les règles que vous leur offrirez ſur les formes de leur délibération : c'eſt la puiſſance de la raiſon ; c'eſt le ſentiment intime de la néceſſité de ſe conduire avec uniformité

dans toute la République; c'est le sentiment intime de l'impossibilité de se livrer à des discussions qui, pouvant varier à l'infini dans six mille assemblée primaires, précipiteroient la République dans une espèce de chaos. Ce sentiment agit victorieusement a l'époque dont j'ai parlé, de la convocation de la Convention nationale; vous vous êtes flatés qu'il agiroit victorieusement a l'époque où seroit présentée la nouvelle constitution: par quels motifs croiriez-vous qu'il agira moins victorieusement lorsqu'il faudra prononcer sur le sort de Louis?

On a parlé de discordes, d'intrigues, de guerre civile; on nous a présenté les tableaux les plus désastreux.

Des discordes! on a donc pensé que les agitateurs exerçoient dans les départemens le meme empire qu'une honteuse foiblesse leur a laissé usurper à Paris: c'est-la une erreur tres-grave. Ces hommes pervers se sont bien répandus sur la surface de la République: fidèles à la mission qu'ils avoient reçue, ils ont employé tous leurs efforts pour exciter des troubles, mais par tout ils ont été repoussés avec mépris. Par-tout on a donné le plus insigne témoignage de respect pour la loi, en ménageant le sang impur qui coule dans leurs veines. Dans les départemens, on obéit a la volonté générale : on sait que la liberté politique & individuelle sont fondée sur cette obeissance : chaque assemblée primaire enverra le résultat de son scrutin à son district; chaque district enverra le recensement des scrutins de ses assemblées primaires a son département; chaque département enverra le recensement des scrutins de ses districts à la Convention nationale qui proclamera le résultat du recensement général: & j'en jure par l'amour de tous les François pour la patrie, par leur dévouement a la cause de la liberté, par leur fidélité inébranlable à la loi : il n'en est pas un seul qui se permette de murmurer contre le résultat proclamé.

Mais l'intrigue! L'intrigue sauvera le roi : on a cherché à faire entendre que la majorité de la nation est composée d'intrigans, d'aristocrates, de feuillans, de modérés, de ces *honnêtes gens* contre-révolutionnaires dont la Fayette a parlé à cette barre : & pour accréditer une calomnie atroce contre la majorité de ce peuple qu'en d'autres circonstances on flagorne avec tant de bassesse, on a eu l'impudeur de diffamer l'espèce humaine. On s'est écrié que la vertu avoit toujours été en minorité sur la terre. Citoyens! Catilina fut en minorité dans le sénat romain; & si cette minorité conspiratrice eût prévalu, c'en étoit fait de Rome, du senat & de la liberté. Citoyens! dans l'assemblée constituante, jusqu'à

la révifion du moins, Cazalès & Mauri furent auffi en minorité ; & fi cette minorité, moitié nobiliere, moitié facerdotale, eût réuffi par fes faintes & nobles infurrections, à étouffer le zèle de la majorité, c'en étoit fait de la révolution, & vous ramperiez encore aux pieds de ce Louis qui n'a plus de fa grandeur paffée que le remords d'en avoir abufé. Citoyens les rois font en minorité fur la terre ; & pour enchaîner les peuples, ils difent auffi que la vertu eft en minorité ; ils difent auffi que la majorité des peuples eft compofée d'intrigans auxquels il faut impofer filence par la terreur, fi l'on veut préferver les empires d'un bouleverfement général.

La majorité de la nation, compofée d'intrigans, d'ariftocrates, de feuillans, &c. ! ainfi, d'après ceux qui émettent une opinion fi honorable à leur patrie, je vois qu'il n'y a dans toute la République de vraiment purs, de vraiment vertueux, de vraiment dévoués au peuple & à la liberté, qu'eux-mêmes & peut-être une centaine de leurs amis qu'ils auront la générofité d'affocier à leur gloire. Ainfi, pour qu'ils puiffent fonder un gouvernement digne des principes qu'ils profeffent, je penfe qu'il feroit convenable de bannir du territoire français toutes ces familles dont la feuillantisme eft fi perfide, la corruption profonde, de changer la France en un vafte défert, & pour fa plus prompte régénération & fa plus grande gloire, de la livrer à leurs fublimes conceptions.

Des difcordes ! des intrigues ! des guerres civiles ! Mais vous avez voté pour le décret portant que celui qui abolit la royauté & que la nouvelle conftitution, feront préfentés à l'acceptation du peuple. Vous n'avez crainte, ni intrigues, ni guerre civile : pourquoi tant de fécurité dans un cas, tant de frayeur dans l'autre ? Si vous craignez férieufement que la préfentation du jugement de Louis à la ratification du peuple ne produife la guerre civile, pourquoi ne redoutez-vous pas ce terrible effet de la préfentation du décret qui déclare le gouvernement républicain ? Ou s'il eft vrai que vous ne craigniez pas que la préfentation de ce décret entraîne des difcordes, pourquoi feignez-vous de croire qu'on ne peut, fans les faire naître, demander la fanction du peuple fur le jugement de Louis. Soyez conféquens dans vos frayeurs, ou renoncez à nous perfuader de leur fincérité.

On a fenti combien il feroit facile de diffiper tous ces fantômes dont on a voulu nous effrayer & pour atténuer d'avance la force des réponfes que l'on prévoyoit, on a eu recours au plus lâche, au plus vil des moyens ; à la calomnie. On a repréfenté ceux qui ont adopté l'opinion de Salles, comme des confpira-

teurs contre la liberté, comme des amis de la royauté. On nous aſſimile aux Lameth, aux la Fayette, & à tous ces courtiſans du trône que nous avons aidé à renverſer.

On nous accuſe! certes, je n'en ſuis pas étonné : il eſt des hommes dont, par leur eſſence, chaque ſouffle eſt une impoſture, comme il eſt de la nature du ſerpent de n'exiſter que par la diſtillation du venin.

On nous accuſe! ah, ſi nous avions l'inſolent orgueil ou l'hypocrite ambition de nos accuſateurs; ſi, comme eux, nous aimions à nous targuer du peu de bien que nous avons fait, nous dirions avec quel courage nous avons conſtamment lutté contre la tyrannie des rois, & contre la tyrannie plus dangereuſe encore des brigands qui, dans le mois de ſeptembre, voulurent fonder leur puiſſance ſur les débris de la puiſſance royale. Nous dirions que nous avons concouru, au moins par notre ſuffrage, au décret qui a fait diſparoître la diſtinction ariſtocratique entre les citoyens actifs & inactifs, & appelé également tous les membres du corps ſocial à l'exercice de la ſouveraineté; nous dirions ſurtout, que le 10 août, nous n'avons quitté ce fauteuil que pour venir à cette tribune propoſer le décret de ſuſpenſion de Louis, tandis que tous ces vaillans Brutus, ſi prêts à égorger les tyrans déſarmés, enſeveliſſoient leurs frayeurs dans un ſouterrain, & y attendoient l'iſſue du combat que la liberté livroit au deſpotiſme.

On nous accuſe, on nous dénonce, comme on faiſoit le 2 ſeptembre, au fer des aſſaſſins; mais nous ſavons que Tiberius Gracchus périt par les mains d'un peuple égaré, qu'il avoit conſtamment défendu. Son ſort n'a rien qui nous épouvante : tout notre ſang eſt au peuple; en le verſant pour lui, nous n'aurons qu'un regret, ce ſera de n'en n'avoir pas davantage à lui offrir.

On nous accuſe, ſi ce n'eſt de vouloir allumer la guerre civile dans les départemens, au moins de provoquer des troubles à Paris, en ſoutenant une opinion qui déplaît aux vrais amis de la liberté.

Mais pourquoi une opinion exciteroit-elle des troubles? Parce que ces vrais amis de la liberté menacent de la mort les citoyens qui ont le malheur de ne pas raiſonner comme eux. Seroit-ce ainſi qu'on voudroit nous prouver que la Convention nationale eſt libre? Il y aura des troubles dans Paris, & c'eſt vous qui les annoncez : j'admire la ſagacité d'une pareille prophétie. Ne vous ſemble-t-il pas, en effet, très-difficile, citoyens, de prédire

l'incendie d'une maiſon, alors qu'on y porte ſoi-même la torche qui doit l'embrâſer ?

Oui, ils veulent la guerre civile les hommes qui font un précepte de l'aſſaſſinat, des amis de la tyrannie, & qui, en même tems, déſignent comme amis de la tyrannie, les victimes que leur haine veut immoler. Ils veulent la guerre civile les hommes qui appellent les poignards contre les repréſentans de la nation, & l'inſurrection contre les lois : ils veulent la guerre civile les hommes qui demandent la diſſolution du gouvernement, l'anéantiſſement de la Convention : ils demandent l'anéantiſſement de la Convention, la diſſolution du gouvernement, les hommes qui érigent en principe, non pas ce que perſonne ne déſavoue, que dans une grande aſſemblée, une minorité peut quelquefois rencontrer la vérité, & la majorité tomber dans l'erreur, mais que c'eſt à la minorité à ſe rendre juge des erreurs de la majorité, à légitimer ſes jugemens par des inſurrections que c'eſt aux Catilina à régner dans le ſénat, que la volonté particulière doit être ſubſtituée à la volonté générale, c'eſt-à-dire, la volonté de quelques inſolens oppreſſeurs à celle du peuple, & la tyrannie à la liberté ; ils veulent la guerre civile, les hommes qui enſeignent ces maximes éverſives de tout ordre ſocial, dans cette tribune, dans les aſſemblées populaires, dans les places publiques : ils veulent la guerre civile les hommes qui accuſent la raiſon d'un feuillantiſme perfide, la juſtice d'une déshonorante puſillanimité, & l'humanité, la ſainte humanité de conſpiration ; ceux qui proclament traître tout citoyen qui n'eſt pas à la hauteur du brigandage & de l'aſſaſſinat ; ceux enfin qui pervertiſſent toutes les idées de morale, & par des diſcours artificieux, des flagorneries hypocrites ne ceſſent de pouſſer le peuple aux excès les plus déplorables.

La guerre civile pour avoir propoſé de rendre un hommage à la ſouveraineté du peuple ! à votre avis, la ſouveraineté des peuples eſt donc une calamité pour le genre humain ? Je vous entends ; vous voulez régner.

Votre ambition étoit plus modeſte dans la journée du Champ-de-Mars. Vous rédigiez alors, vous faiſiez ſigner une pétition qui avoit pour objet de conſulter le peuple ſur le ſort de Louis revenant de Varennes. Votre cœur n'étoit point tourmenté par la crainte des diſcordes ; il ne lui en coûtoit rien pour reconnoître la ſouveraineté du peuple ; ſeroit ce qu'elle favoriſoit vos vues ſecrètes qu'aujourd'hui elle les contrarie ? N'exiſte-t-il, en effet, pour vous d'autre ſouveraineté que celle de vos paſſions ? Inſenſés ! avez-vous

pu vous flatter que la France a brisé le sceptre des rois pour courber la tête sous un joug aussi avilissant?

On a parlé de courage, de grandeur d'ame; ce seroit, dit-on, une foiblesse de ne pas faire exécuter votre jugement avant d'avoir pris le vœu du peuple. Je ne connois pour un législateur d'autre grandeur que la constance à ne pas dévier des principes. Je sais que dans les révolutions on est souvent réduit à voiler la statue de la loi; mais il me semble qu'on abuse étrangement de cette maxime. Quand on veut faire une révolution contre la tyrannie, il faut voiler la statue de la loi qui consacre ou protége la tyrannie. Quand vous voilerez la statue de la loi qui consacre la souveraineté du peuple, vous commencerez une révolution qui tournera au profit des tyrans: il falloit du courage, le 10 août, pour attaquer Louis dans sa toute-puissance; en faut-il tant pour envoyer au supplice Louis vaincu & désarmé? Un soldat Cimbre entre dans la prison de Marius pour l'égorger; effrayé à l'aspect de sa victime, il s'enfuit sans oser la frapper. Si ce soldat eût été membre d'un sénat, doutez-vous qu'il eût hésité à voter pour la mort du tyran? Quel courage trouvez-vous à faire un acte dont un lâche seroit capable?

On croit nous presser en disant que si votre jugement est envoyé à la ratification du peuple, vous ne traitez plus Louis comme un autre homme; vous violez les principes de l'égalité. Mais l'a-t-on regardé comme un autre homme, quand on vous a fait décréter que ce seroit vous qui le jugeriez? A-t-on respecté les principes de l'égalité quand on l'a éloigné des tribunaux où sont jugés tous les citoyens, & qu'on a tenté de vous induire à le juger vous-mêmes, sans observer aucune forme? Louis n'est pas un accusé ordinaire; on le sait bien. On ne cesse de crier que son existence sera le germe d'une fermentation continuelle. Pourquoi ne pas examiner si sa mort ne causera pas de plus grands désordres?

J'aime trop la gloire de mon pays pour proposer à la Convention de se laisser influencer dans une occasion aussi solemnelle, par la considération de ce que feront ou ne feront pas les puissances étrangères. Cependant, à force d'entendre dire que nous agissions dans ce jugement, comme pouvoir politique, j'ai pensé qu'il ne seroit contraire ni à votre dignité, ni à la raison, de parler un instant politique.

Il est probable qu'un des motifs pour lesquels l'Angleterre ne rompt pas encore ouvertement la neutralité, & qui déterminent l'Espagne à la promettre, c'est la crainte de hâter la perte de

Louis par une acceſſion à la ligue formée contre nous. Soit que Louis vive, ſoit qu'il meure, il eſt poſſible que ces puiſſances ſe déclarent nos ennemies, mais la condamnation donne une probabilité de plus à la déclaration ; & il eſt sûr que ſi la déclaration a lieu, ſa mort en ſera le prétexte.

Vous vaincrez ces nouveaux ennemis, je le crois. Le courage de nos ſoldats & la juſtice de notre cauſe m'en ſont garans. Cependant réſiſtons un peu à l'ivreſſe de nos premiers ſuccès : ce ſera un accroiſſement conſidérable à vos dépenſes ; ce ſera un nouveau recrutement à faire pour vos armées ; ce ſera une armée navale à créer ; ce ſera de nouveaux riſques pour votre commerce qui déjà a tant ſouffert par le déſaſtre des colonies ; ce ſera de nouveaux dangers pour vos ſoldats, qui, pendant que vous diſpoſez ici tranquillement de leurs deſtinées, affrontent les rigueurs de l'air, les intempéries des ſaiſons, les fatigues, les maladies & la mort.

Et ſi la paix devenue plus difficile ; la guerre, par un prolongement funeſte, conduit vos finances à un épuiſement auquel on ne peut ſonger ſans frémir ; ſi elle vous force à de nouvelles émiſſions d'aſſignats qui feront croître, dans une proportion effrayante, le prix des denrées de première néceſſité ; ſi elle augmente la misère publique, par des atteintes nouvelles portées à votre commerce ; ſi elle fait couler des flots de ſang ſur le continent & ſur les mers, quels grands ſervices vos calculs politiques auront-ils rendus à l'humanité ? Quelle reconnoiſſance vous devra la patrie pour avoir fait, en ſon nom & au mépris de ſa ſouveraineté méconnue, un acte de vengeance devenu la cauſe ou ſeulement le prétexte d'évènemens ſi calamiteux !! Oſerez-vous lui vanter vos victoires ? Je ne parle pas de défaites & de revers : j'éloigne de ma penſée tous préſages ſiniſtres. Mais par le cours naturel des évènemens mêmes les plus proſpères, elle ſera entraînée à des efforts qui la conſumeront. Sa population s'affoiblira par le nombre prodigieux d'hommes que la guerre dévore, il n'y aura pas une ſeule famille qui n'ait à pleurer ſon père ou ſon fils ; l'agriculture manquera bientôt de bras ; les atteliers ſeront abandonnés ; vos tréſors écoulés appelleront de nouveaux impôts ; le corps ſocial, fatigué des aſſauts que lui livreront au-dehors des ennemis puiſſans, des ſecouſſes convulſives que lui imprimeront les factions intérieures, tombera dans une langueur mortelle. Craignez qu'au milieu de ces triomphes, la France ne reſſemble à ces monumens fameux qui, dans l'Egypte, ont vaincu le tems. L'étranger qui paſſe, s'étonne de leur grandeur ; s'il veut y péné-

trer, qu'y trouve-t-il? Des cendres inanimées & le silence des tombeaux.

Citoyens, celui d'entre vous qui céderoit à des craintes personnelles, seroit un lâche, indigne de siéger dans le sénat français : mais les craintes sur le sort de la patrie, si elles supposent quelquefois des conceptions étroites, des erreurs de l'esprit, honorent au moins le cœur. Je vous ai exposé une partie des miennes ; j'en ai d'autres encore, & je vais vous les dire.

Lorsque Cromwel, que l'on vous a déja cité, voulut préparer la dissolution du parlement avec lequel il avoit renversé le trône, & fait monter Charles I. sur l'échaffaud, il lui fit des propositions insidieuses, qu'il savoit bien devoir révolter la nation, mais qu'il eut soin de faire appuyer par des applaudissemens soudoyés & de grandes clameurs. Le parlement céda. Bientôt la fermentation fut générale ; & Cromwel brisa sans effort l'instrument dont il s'étoit servi pour arriver à la suprême puissance.

N'avez-vous pas entendu dans cette enceinte, & ailleurs, des hommes crier avec fureur : si le pain est cher, la cause en est au Temple ; si le numéraire est rare, si vos armées sont mal approvisionnées, la cause en est au Temple ; si nous avons à souffrir chaque jour du spectacle de l'indigence, la cause en est au Temple.

Ceux qui tiennent ce langage n'ignorent pas cependant que la cherté du pain, le défaut de circulation dans les subsistances, la mauvaise administration dans les armées, & l'indigence dont le spectacle nous afflige, tiennent à d'autres causes que celles du Temple. Quels sont donc leurs projets? Qui me garantira que ces mêmes hommes qui s'efforcent continuellement d'avilir la Convention, & qui peut-être y auroient réussi si la majesté du peuple qui réside en elle pouvoit dépendre de leurs perfidies ; que ces mêmes hommes qui proclament par-tout qu'une nouvelle révolution est nécessaire ; qui font déclarer telle ou telle section en état d'insurrection permanente ; qui disent à la commune que lorsque la Convention a succédé à Louis, on n'a fait que changer de tyrans, & qu'il faut une autre journée du 10 août ; que ces mêmes hommes qui ne parlent que de complots, de morts, de traîtres, de proscriptions, qui publient dans les assemblées de section & dans leurs écrits qu'il faut nommer un *défenseur* à la République ; qu'il n'y a qu'un *chef* qui puisse la sauver : qui me garantira, dis-je, que ces mêmes hommes ne crieront pas après la mort de Louis, avec la plus grande violence : si

le pain eſt cher, la cauſe en eſt dans la Convention ; ſi le numéraire eſt rare, ſi nos armées ſont mal approviſionnées, la cauſe en eſt dans la Convention; ſi la machine du gouvernement ſe traîne avec peine, la cauſe en eſt dans la Convention chargée de la diriger; ſi les calamités de la guerre ſe ſont accrues par les déclarations de l'Angleterre & de l'Eſpagne, la cauſe en eſt dans la Convention qui a provoqué ces déclarations par la condamnation précipitée de Louis.

Qui me garantira qu'à ces cris ſéditieux de la turbulence anarchique, ne viendront pas ſe rallier l'ariſtocratie avide de vengeances, la miſère avide de changement, & juſqu'à la pitié que des préjugés invétérés auront excitée ſur le ſort de Louis ? Qui me garantira que dans cette nouvelle tempête, où l'on verra reſſortir de leurs repaires les tueurs du 2 ſeptembre, on ne vous préſentera pas tout couvert de ſang & comme un libérateur, ce *défenſeur*, ce chef que l'on dit être devenu ſi néceſſaire ? Un chef! ah! ſi telle étoit leur audace, il ne paroîtroit que pour être à l'inſtant percé de mille coups: mais à quelles horreurs ne ſeroit pas livré Paris? Paris dont la poſtérité admirera le courage héroïque contre les rois, & ne concevra jamais l'ignominieux aſſerviſſement à une poignée de brigands, rebut de l'eſpèce humaine, qui s'agitent dans ſon ſein & le déchirent en tout ſens par les mouvemens convulſifs de leur ambition & de leur fureur. Qui pourroit habiter une cité où régneroient la déſolation & la mort? Et vous, Citoyens induſtrieux, dont le travail fait toute la richeſſe, & pour qui les moyens de travail ſeroient détruits; vous qui avez fait de ſi grands ſacrifices à la révolution, & à qui on enleveroit les derniers moyens d'exiſtence; vous dont les vertus, le patriotiſme ardent & la bonne foi ont rendu la ſéduction ſi facile, que deviendriez-vous ? Quelles ſeroient vos reſſources ? quelles mains eſſuieroient vos larmes & porteroient des ſecours à vos familles déſeſpérées?

Iriez-vous trouver ces faux amis, ces perfides flatteurs qui vous auroient précipités dans l'abyme? Ah! fuyez-les plutôt, redoutez leur réponſe. Je vais vous l'apprendre. Vous leur demanderiez du pain, ils vous diroient : allez dans les carrières diſputer à la terre quelques lambeaux ſanglans des victimes que nous avons égorgées; ou voulez-vous du ſang? prenez, en voici, du ſang & des cadavres : nous n'avons pas d'autre nourriture à vous offrir. . . . . . Vous frémiſſez, citoyens! ô ma patrie! je demande acte à mon tour des efforts que je fais pour te ſauver de cette criſe déplorable !

Mais, non, ils ne luiront jamais ſur nous ces jours de deuil : ils

ſont lâches les aſſaſſins; ils ſont lâches nos petits *Marius* nourris de la fange du marais où ce tyran, célèbre au moins par de grandes qualités, fut réduit à ſe cacher un jour; ils ſavent que s'ils oſoient tenter l'exécution de quelqu'un de leurs complots contre la sûreté de la Convention, Paris lui-même ſortiroit enfin de ſa ſtupeur; que tous les points de la République, les citoyens accourroient pour les écraſer de leurs vengeances, & leur faire expier dans le plus juſte des ſupplices les forfaits dont ils n'ont que trop ſouillé la plus mémorable des révolutions : ils le ſavent; & leur lâcheté ſauvera la République de leur rage.

Je ſuis sûr du moins que la liberté n'eſt pas en leur puiſſance; que, ſouillée de ſang, mais victorieuſe, elle trouveroit un empire & des défenſeurs invincibles dans les départemens; mais la ruine de Paris, la diviſion de la République en gouvernemens fédératifs, qui en ſeroit le réſultat, tous ces déſordres, auſſi poſſibles & plus probables peut-être que les guerres civiles dont on nous menace, ne ſont-ils pas d'une aſſez haute conſidération pour mériter d'être mis dans la balance où vous peſez la vie de Louis?

Un des préopinans a paru affecté de la crainte de voir prédominer dans cette aſſemblée l'opinion de conſulter le vœu du peuple: je ſuis bien plus tourmenté par le preſſentiment de voir prédominer l'opinion contraire. Pour peu qu'on connoiſſe le cœur humain, on ſait quelle puiſſante influence les cris de proſcription & la crainte de paſſer pour un homme ſans énergie, exercent ſur les conſciences. Je ſais d'ailleurs que l'opinion que je combats eſt celle de pluſieurs patriotes, dont je reſpecte également le courage, les lumières & la probité.

En tout cas, je déclare que tel que puiſſe être le décret qui ſera rendu par la Convention, je regarderois comme traître à la patrie celui qui ne s'y ſoumettroit pas. Les opinions ſont libres juſqu'à la manifeſtation du vœu de la majorité; elles le ſont même après; mais alors du moins, l'obéiſſance eſt un devoir.

Que ſi, en effet, l'opinion de conſulter le peuple l'emportoit, & que des ſéditieux s'élevant contre ce triomphe de la ſouveraineté nationale, ſe miſſent en état de rebellion, voilà votre poſte, voilà le camp où vous attendrez, ſans pâlir, vos ennemis. Qu'importe la mort à qui a fait ſon devoir? il meurt avec gloire. Qu'importeroit la vie à qui l'auroit trahi? la honte & le remords le ſuivront par-tout.

Je me réſume. Tout acte émané des repréſentans du peuple eſt un attentat à ſa ſouveraineté, s'il n'eſt pas ſoumis à ſa ratification formelle ou tacite. Le peuple qui a promis l'inviola-

bilité à Louis, peut seul déclarer qu'il veut user du droit de punir, auquel il avoit renoncé. Des considérations puissantes vous prescrivent de vous conformer aux principes : si vous y êtes fidèles, vous n'encourrez aucun reproche ; & si le peuple veut la mort de Louis, il l'ordonnera : si, au contraire, vous les violez, vous encourrez au moins les reproches de vous être écartés de votre devoir : et quelle effrayante responsabilité cette déviation ne fera-t-elle pas peser sur vos têtes !.. Je n'ai plus rien à dire.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.